



Le Parlement européen défie les États membres dans la négociation du budget européen



© DAINA LE LARDIC

L'ancien ministre belge des Finances Johan Van Overtveldt est le chef de l'équipe de négociateurs du Parlement européen.

Si c'est comme ça, au revoir, merci, et reparlons-en quand vous aurez réfléchi. Jeudi dernier, les députés représentants du Parlement européen ont quitté la table de négociation du cadre budgétaire européen pour 2021-2027, y abandonnant la présidence allemande du Conseil de l'UE, qui défend la position des États membres. Ce mouvement d'humeur répond à ce que les négociateurs du Parlement considèrent comme de la mauvaise volonté de la part du Conseil, accusé de snober leur demande de relever le plafond des dépenses de 15 programmes phares du budget européen. Selon les comptes du Parlement, 39 milliards d'euros supplémentaires seraient nécessaires pour financer dûment durant les sept années à venir des programmes tels que Horizon 2020 (recherche), Erasmus +, le Fonds de transition juste, le programme environnemental Life, le fonds européen de défense, etc.

Le Belge Johan Van Overtveldt (N-VA/Conservateurs et réformistes européens), président de la commission des Budgets et *chairman* de l'équipe de négociations du Parlement, a soumis mardi une nouvelle piste de compromis au Conseil. Pour atteindre cette augmentation de 39 milliards, les députés suggèrent de sortir de la colonne des dépenses quelque 13 milliards consacrés aux remboursements des emprunts européens effectués pour financer le plan de relance de 750 milliards ; d'inscrire 16 milliards dans la colonne "flexibilité et

[Visualiser l'article](#)

marges" et de limiter l'injection d'argent frais dans les 15 programmes à 9 milliards d'euros. "C'est une offre pour débloquer la situation" , précise une source parlementaire.

Cette offre fera l'objet d'une discussion informelle ce mercredi matin entre le Conseil et la Commission. Mais avant de reprendre les négociations proprement dites formelles sur l'ensemble du cadre financier pluriannuel (CFP), le Parlement attend que les États membres fassent un pas dans sa direction.

Peu de marge de manœuvre

Jusqu'ici, le Conseil a opposé une fin de non-recevoir aux demandes du Parlement. L'accord conclu en juillet dernier par les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-sept portant sur un paquet de 1800 milliards comprenant le budget 2021-2027 et le plan de relance a été très difficile à obtenir . Il ne faut toucher à rien qui pourrait le remettre en question, a plaidé la présidence allemande. " La marge de manœuvre du Parlement est très faible" , rappelle un diplomate européen. Les députés peuvent approuver ou refuser le cadre financier pluriannuel (CFP) proposé par le Conseil, mais pas l'amender, si ce n'est à la marge. "Le Parlement ne peut pas faire son travail habituel, c'est-à-dire négocier pour faire passer des amendements en vue d'avoire un accord. Ici, c'est à prendre ou à laisser" , pointe Éric Maurice, responsable du [bureau](#) bruxellois de la [Fondation Robert Schuman](#).

Le sujet des plafonds n'est pas le seul sur lequel les députés essaient de faire valoir leur point de vue : ils ont notamment des exigences en ce qui concerne la création de nouvelles ressources propres pour alimenter le budget et rembourser le financement du plan de relance de même qu'en ce qui concerne la création d'un mécanisme établissant un lien entre budget européen et le respect de l'état de droit.

En 2013, le Parlement avait également tracé des lignes rouges, qui s'étaient peu à peu effacées au fil de la négociation du budget 2014-2020, au point de disparaître. "Cette fois-ci, les députés essaient d'avoir plus d'impact. Ils se sont rendu compte que leur institution a perdu en influence et tentent de contrebalancer cette tendance en forçant les États membres à lâcher quelque chose" , observe Nathalie Brack, professeure à l'Université libre de Bruxelles, qui étudie de près le rôle et le fonctionnement du Parlement européen. "Le Parlement européen est toujours dans une démarche d'essayer de défendre au maximum sa vision de l'évolution de l'UE", qui passe par un budget fort, complète Eric Maurice.

La pression politique monte

Toute la question est de savoir jusqu'où les députés européens sont prêts à aller pour obtenir gain de cause. Car si le Parlement répète à l'envi que c'est en raison du refus de négocier des États membres que le processus prend du retard, le Conseil a beau jeu, lui, de faire porter sur les députés européens la responsabilité d'un possible retard dans la mise en œuvre du budget et du lancement du plan de relance qui doit venir en soutien de l'économie des États membres les plus ébranlés par la pandémie. "En termes de communication directe vers les citoyens, le Parlement européen a un désavantage par rapport aux États membres", pointe Eric Maurice.

Plus la négociation avance, plus la position des eurodéputés sera inconfortable, surtout celle de ceux qui sont membres d'un parti participant au gouvernement dans un État membre large bénéficiaire du plan de relance. " Oui, la pression politique et médiatique devient plus forte" , reconnaît la Française Valérie Hayer (Renew Europe), membre de l'équipe de négociation du Parlement. "Mais nous avons tous ce sentiment de responsabilité. On peut aller très vite", insiste-t-elle, rejetant la balle dans le camp du Conseil.



[Visualiser l'article](#)

Valérie Hayer démonte par ailleurs un argument du Conseil selon lequel en traînant pour approuver le CFP, le Parlement retarderait le lancement du plan de relance. Les députés, rappelle-t-elle, ont donné leur feu vert pour l'augmentation du plafond des ressources propres du budget. Celle-ci doit être ratifiée par tous les États membres pour permettre à la Commission d'emprunter pour financer le plan de relance. *"Qu'ils entament le processus de ratification plutôt que d'accuser le Parlement de faire preuve d'irresponsabilité."*

Le Parlement cherche à s'affirmer

Le Parlement européen est d'autant plus déterminé à ne rien lâcher qu'il lui faut marquer son territoire face aux États membres. Les députés européens ont perdu une belle occasion de le faire, à l'aube de la législature, en contribuant à saborder le principe des *Spitzenkandidaten*, qui leur donnait pourtant un levier dans le processus de désignation du président de la Commission. Le Parlement a montré les muscles lors des auditions des commissaires, en recalant la candidate française Sylvie Goulard, ce que peu le croyaient capable de faire. Mais ensuite, la pandémie de Covid-19 a cantonné le Parlement dans un second rôle, la gestion des périodes de crises étant l'apanage de la Commission et des États membres. Dans la négociation budgétaire *"les grands groupes du Parlement (conservateurs du PPE, socialistes et démocrates, libéraux-centristes de Renew, Verts) ont une carte à jouer. S'ils n'obtiennent rien, ça risque de consacrer une perte du pouvoir par rapport au Conseil"*, avertit Nathalie Brack.

"Les députés sont très conscients que l'accord sera inférieur à leurs attentes", souligne Éric Maurice. De là à dire qu'ils sont prêts à tout accepter, il y a un pas. *"Est-ce qu'ils peuvent voter contre le CFP ? Ce n'est pas à exclure. La situation est telle qu'on peut considérer que les programmes qu'ils défendent ont besoin d'un investissement européen parce que ça fait partie de la réponse la crise que l'on connaît. Et s'il n'y a pas de budget, ce n'est pas comme s'il n'y avait pas de financement. Il y a toujours les douzièmes provisoires qui se mettent en place (sur base du dernier budget annuel du cycle précédent, NDIR). La menace est nécessaire pour obtenir un compromis acceptable avec les États membres. Si ces derniers pensent que le Parlement européen bluffe, celui-ci sera obligé d'aller jusqu'au bout de son bluff"*, prédit Éric Maurice.